



Déclaration de Montpellier

Une alliance internationale de recherche sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour faire face aux défis mondiaux : apprendre, agir et réussir ensemble

Organisées à l'initiative du Cirad, les rencontres partenariales se sont déroulées à Montpellier les 27 et 28 juin 2022. Elles ont rassemblé, pour la première fois, les représentants d'une quarantaine d'institutions de recherche et de formation sur les systèmes agricoles et alimentaires venant de tous les continents. Centrés sur l'évolution du rôle de la recherche et de ses modalités de travail en partenariat dans un contexte de crises multiples, les échanges ont conduit à la déclaration ci-dessous.

Avec la globalisation des enjeux, la perspective d'un progrès économique pour tous les pays a été complétée par la nécessité d'en garantir la durabilité du fait des limites physiques de la planète et des ressources naturelles disponibles. Cependant, les réflexions menées par les sociétés, au nord comme au sud, pour comprendre et maîtriser ces dynamiques d'évolution vers un développement durable se confrontent à une démultiplication et une aggravation des crises depuis le début du XXI^e siècle : aux crises économiques viennent s'ajouter les crises climatiques, environnementales, sécuritaires, migratoires, sanitaires et alimentaires.

Cette avalanche de crises change notre perception de l'avenir en donnant une plus grande place à une vision plus pessimiste mais aussi moins solidaire de notre devenir. En effet, un des premiers impacts de cette multicrise planétaire est d'aggraver les inégalités de situation à l'intérieur des pays et entre les pays, avec des tensions qui sont liées à la gravité des phénomènes induits mais aussi aux ressources que chacun peut mobiliser pour y faire face. Or, des phénomènes planétaires comme le changement climatique ou les pandémies imposent pour être réglés que chacun apporte sa contribution à la solution : ces crises créent de la complexité et renforcent l'interdépendance. Seule une intensification de la coopération entre tous les pays est susceptible de créer les conditions pour sortir de cette situation de multicrise généralisée. L'adoption des conventions internationales sur le climat, la biodiversité, la désertification et le développement durable et inclusif est un marqueur évident de cette prise de conscience de la communauté des nations. Ces conventions doivent



aujourd'hui être traduites en plans d'action forts, dans tous les domaines, car, face aux changements globaux, le temps nous est compté.

La science mondiale doit être au rendez-vous de cette mobilisation générale et apporter sa contribution indispensable pour relever tous ces défis sociétaux qui font système. Nos institutions de recherche et de formation dans les domaines des sciences de la vie, de l'agriculture, de l'environnement et de l'alimentation partagent depuis longtemps la conception d'une science engagée dans la résolution de questions que lui posent des parties prenantes économiques, politiques et sociales tout en tenant compte des limites planétaires. Ensemble, nous contribuons à bâtir des solutions avec et pour elles, dans une perspective de développement durable et équitable. Cette science qui coconstruit ses stratégies et projets de recherche avec toutes et tous ses partenaires est nécessairement participative et ouverte dans ses modes opératoires.

Or, la crise sanitaire mondiale que nous venons de connaître a constitué un test majeur pour ces valeurs de solidarité et nous oblige à réfléchir aux évolutions de nos modes d'actions et de nos pratiques de recherche. Tout en renforçant la responsabilité et le rôle de la science dans la recherche de solutions, le Covid-19 a mis en évidence les risques de désinformation et de défiance vis-à-vis de la science. Cette pandémie a confirmé qu'il est crucial de préserver la circulation des personnes, de renforcer les partenariats et de rééquilibrer la coopération internationale sur la base d'une meilleure réciprocité et de règles équitables au service de l'autonomie stratégique et de la souveraineté technologique de chaque pays.

Repenser la nature et le contenu de ces enjeux dans nos domaines d'action, dans le cadre des missions de nos institutions, tel a été l'objet des rencontres partenariales qui ont mobilisé les représentantes et représentants d'une quarantaine d'institutions de recherche et de formation venant de tous les continents qui se connaissent bien et travaillent ensemble depuis de nombreuses années. Ce capital social de confiance et de longévité dans les relations partenariales a été au cœur de la richesse des échanges et de la qualité des recommandations qui en résultent.

Au terme de ces deux journées de réflexion, nos organisations souhaitent réaffirmer leurs convictions partenariales et formuler des propositions, afin de pouvoir ensemble relever ces défis sociétaux majeurs, avec des méthodes de recherche plus efficaces et des pratiques du partenariat adaptées au contexte de multicrises que nous allons continuer d'affronter dans la décennie qui vient.

Ainsi, les partenaires réunis à Montpellier :

- **Reconnaissent** [atelier 1] que face aux crises mondiales multiples et interdépendantes, la recherche doit affronter des problèmes complexes qui mettent à l'agenda l'accélération des transitions (agroécologiques, énergétiques, etc.) et les enjeux de la résilience. Pour cela, nous devons mobiliser largement de nouvelles parties prenantes et de nouvelles ressources financières. Nous le ferons grâce à une coopération en réseaux à la fois locale, régionale et internationale renforcée, plus équilibrée, ouverte à la diversité des parties prenantes concernées - public et société civile - qui cible particulièrement les populations les plus vulnérables. Nos institutions s'engagent à renforcer le dialogue avec les décideuses et décideurs publics pour une meilleure compréhension mutuelle et une



adéquation entre le temps de la science et le temps de l'action politique. Ceci se fera notamment au travers des observatoires de crises et d'outils d'aide à la décision.

- **Constatent** [atelier 2] l'intérêt des outils numériques comme vecteurs de solution pour nos institutions ainsi que pour les parties prenantes du secteur agricole. La crise sanitaire Covid-19 a mis en lumière l'importance particulière des outils numériques pour assurer une continuité dans les relations de travail au sein des communautés scientifiques, les activités d'éducation et de formation ainsi que les travaux de recherche sur les terrains d'étude. Cependant, les nouvelles opportunités offertes par la révolution numérique ne sauraient être pleinement exploitées sans une réflexion et une attention particulière aux conditions dans lesquelles peut se développer une digitalisation responsable, inclusive et qui réponde efficacement aux besoins des utilisatrices et utilisateurs finaux. L'accès aux infrastructures, la qualité et la fiabilité des données de recherche, les compétences numériques des scientifiques et des utilisatrices et utilisateurs finaux, le cadre de gouvernance garantissant la sécurité des échanges de données, sont autant de facteurs prérequis pour limiter les risques d'accroissement des inégalités et soutenir une science digitale avec impact.
- **Considèrent** [atelier 3] que la connaissance contextualisée des sociétés et des milieux dans lesquels nous intervenons est au cœur de nos pratiques communes de recherche. Celle-ci se fonde sur le croisement des regards disciplinaires sur les objets et problèmes traités, l'expérimentation collective en conditions réelles avec les parties prenantes concernées et l'hybridation des savoirs qu'elle présuppose, et le codéveloppement et le partage des résultats avec le plus grand nombre. Pouvoir interagir directement avec les parties prenantes, dans toute leur diversité, est une condition incontournable pour espérer pouvoir peser collectivement et de manière concrète sur les défis qui nous sont posés. Cela implique de travailler avec toutes les parties prenantes y compris celles de la sphère politique et décisionnelle, et de collaborer avec elles à l'échelle de territoires, sur des dispositifs et des infrastructures de recherche capables de coproduire dans la durée plus de données et de connaissances pertinentes et actionnables. Des évolutions souhaitables peuvent permettre d'atteindre cet objectif par : (1) l'implication de partenaires non-académiques - privés, organisations de producteurs, ONG, décideuses et décideurs, etc. – dans les travaux et dispositifs, avec des statuts mieux définis ; (2) le renforcement des capacités des décideuses et décideurs - leur formation tant initiale que continue, leur participation directe aux travaux ; (3) des modalités de gouvernance plus flexibles, équitables et territorialisées de ces partenariats ; (4) la recherche plus concertée de moyens ; (5) un souci de l'impact plus affirmé, matérialisé par l'adoption collective et concertée de méthodologies robustes sur les théories de changement ; (6) un travail réflexif sur la posture des scientifiques.
- **Affirment** [atelier 4], que rien ne peut remplacer les interactions physiques entre parties prenantes pour : (1) entretenir la créativité des chercheuses et chercheurs, étudiantes et étudiants, techniciennes et techniciens, etc., (2) renforcer leurs capacités scientifiques, leur intelligence pratique des situations et leur aptitude à dialoguer avec les divers acteurs et actrices ; (3) optimiser les opportunités de collaboration et les relations interpersonnelles et interculturelles ; (4) renforcer l'attractivité et le partenariat public-privé ; (5) favoriser le dialogue entre science et politique ; (6) consolider les cadres



institutionnels et les réseaux ; (7) favoriser la coconstruction de projets. Cette nécessaire mobilité géographique des scientifiques peut prendre plusieurs formes selon les objectifs visés, les thématiques et les contextes d'immersion du partenariat : expatriations de longue durée, missions de durée variable, diversité des programmes de formation (formations courtes nord-sud/sud-nord/sud-sud, doctorats, post-docs) diversité de type d'accueil. Mieux équilibrer (équité, réciprocité) les mobilités entre Sud et Nord est indispensable. Ces mobilités, qui sont aussi un facteur d'attractivité des meilleurs talents dans la recherche. Elles nécessitent un cadre institutionnel préalable pour générer un impact à long terme en dépit des incontournables Turnover. L'engagement dans la durée demande de combiner mobilité physique et échanges virtuels. Les crises sécuritaires qui prévalent dans certaines régions posent, en elles-mêmes, de nouvelles problématiques de développement. Elles nous obligent aussi à trouver des modalités partenariales idoines pour associer les populations concernées (partage différent des activités, formations adaptées, etc.).

- **S'engagent** [atelier 5] à renforcer la circulation des personnes et des talents entre nos organisations, au sein des dispositifs partenariaux que nous partageons et de nos laboratoires. La mise en réseaux de différentes parties prenantes (en matière de compétence, statut, provenance géographique) est un atout considérable pour, sur un sujet donné, croiser les regards, explorer collectivement de nouvelles solutions, favoriser l'émergence d'une vision et de valeurs communes, accroître les capacités coopératives au service d'action communes. Ces réseaux reposent sur un engagement institutionnel sur le long terme, une gouvernance partagée, une animation incarnée et des moyens humains, financiers et structurels. Ils se construisent souvent à l'échelle locale, où les parties prenantes peuvent contextualiser les problématiques et mettre en place un apprentissage collectif vers la coconstruction de solutions conduisant à l'impact. Ils sont nécessairement agiles selon l'évolution des contextes et du partenariat, et sont voués à s'interconnecter à l'échelle régionale et globale. Une communication percutante est requise pour renforcer leur visibilité.
- **Reconnaissent** [atelier 6] la nécessité de reconsidérer les enjeux jusqu'aux échelles locales en promouvant un continuum éducation–recherche–formation–application. Nous devons aménager l'environnement collaboratif lui-même en ciblant les capacités de coconstruction, cogestion et coévaluation permettant davantage de participation des acteurs et la mise en œuvre de la transdisciplinarité. Nous sollicitons ainsi un investissement massif et durable pour déployer et accompagner les compétences capables de relever ces défis. Les générations futures seront alors formées à la prise en compte de la complexité des problèmes à traiter et mises en capacité d'opérer les transformations attendues par nos sociétés.

Face à l'ampleur des enjeux associés à la santé globale, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la préservation des ressources naturelles (eau, biodiversité, sols) et à la nécessaire transformation de systèmes agricoles et alimentaires, à l'adaptation et l'atténuation du changement climatique, nos organisations s'engagent à se concerter plus étroitement et à renforcer leurs relations afin de planifier au mieux cet effort d'investissement collectif en recherche, innovation et formation, au service des transitions à inventer partout sur la planète. Conscientes de leurs responsabilités sociétales et des défis à résoudre sur un pas de temps



contraint, nos organisations souhaitent s'appuyer sur le capital partenarial déjà fort qui nous lie dans un cadre le plus souvent bilatéral, pour proposer un changement d'échelle dans la coopération et le partenariat. Pour cela, constatant l'utilité de la réunion tenue ces 27 et 28 juin 2022, nous nous proposons de renouveler, dans le même esprit et à intervalle régulier, ce type d'échange, en le gardant ouvert à de nouvelles institutions. Ainsi nous pourrons suivre la mise en œuvre de nos recommandations et renforcer notre compréhension partagée des dynamiques en cours, promouvoir une plus grande agilité dans nos actions collectives et dans nos modalités de collaboration, et assurer une plus grande efficacité dans nos capacités d'action au service du plus grand nombre.

Plus que jamais, le temps de mobiliser la recherche et la formation et d'agir pour changer les choses est arrivé. À nous maintenant d'aider à construire ensemble le chemin pour y parvenir, un chemin dans lequel nous apprendrons et agirons ensemble.

Montpellier, le 28 juin 2022

Liste des signataires

Afrique

- Barend F.- N. Erasmus, Faculté des sciences naturelles et agricoles de l'Université de Pretoria, Afrique du Sud
- Elaine Petersen, Université du Cap occidental, Afrique du Sud
- Light Litha Magingxa, Conseil de la recherche agricole (ARC), Afrique du Sud
- Emmanuel Sekloka, Institut de recherche sur le coton (IRC), Bénin
- Guiguigbaza Kossigan Dayo, Centre international de recherche-développement sur l'élevage en zone subhumide (Cirdes), Burkina Faso
- Hadja Oumou Sanon, Institut de l'environnement et de recherches agricoles du Burkina Faso (Inera), Burkina Faso
- Noé Woin, Institut de recherche agricole pour le développement (Irad), Cameroun
- Siaka Koné, École supérieure d'agronomie, Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (Esa/INP-HB), Côte d'Ivoire
- Thomas Dubois, Centre international de physiologie et d'écologie des insectes (Icipe), Kenya



- Mamy Raoul Ravelomanana, Université d'Antananarivo, Madagascar
- Saïd Amiri, École nationale d'agriculture de Meknès (Ena Meknès), Maroc
- Mostafa Errahj, École nationale d'agriculture de Meknès (Ena Meknès), Maroc
- Rogerio Chiulele, Faculté d'ingénierie agronomique et forestière, Université Edouardo Mondlane, Mozambique
- Momar Talla Seck, Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra), Sénégal
- Abdou Tenkouano, Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (Coraf), Sénégal
- Coumba Touré, Université du Sine Saloum El-Hâdj Ibrahima Niass (Ussein), Sénégal
- Hichem Ben Salem, Institution de la recherche et de l'enseignement supérieur agricoles (Iresa), Tunisie
- Paul Mapfumo, Université du Zimbabwe, Zimbabwe
- Prisca Mugabe, Université du Zimbabwe, Zimbabwe

Amérique centrale et du Sud

- Celeste Glosberg, Institut national argentin de technologie agricole (Inta), Argentine - France
- Alejandro Valeiro, Institut national argentin de technologie agricole (Inta), Argentine - France
- Marcel Burnsztin, Institut national des sciences et technologies, Université de Brasilia (INCT-Odisseia), Brésil
- Eduardo Martins, Fondation de l'État brésilien du Ceará de météorologie et ressources en Eau (Funceme), Brésil
- Vinicius Pereira Guimarães, Entreprise brésilienne de recherche agricole (Embrapa), Brésil - France
- Gabriel Resque, Université fédérale rurale d'Amazonie, Brésil
- Bruno dos Santos Alves Figueiredo Brasil, Entreprise brésilienne de recherche agricole (Embrapa), Brésil
- Marcela Quintero, Centre international d'agriculture tropicale (Ciat), Colombie
- Jorge Mario Diaz, Agrosavia, Colombie
- Nelson Laville, Forum des directeurs de la santé des plantes des Caraïbes (CPHD), la Dominique



- Muhammad Ibrahim, Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (Catie), Costa Rica

Asie

- Saruth Chan, ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, Cambodge
- Vang Seng, département de la gestion des ressources foncières agricoles (DALRM), ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, Cambodge
- M. Jarot, ministère du Plan de l'Indonésie, Indonésie
- Sipaseuth Nivong, département de la gestion des terres agricoles (Dalam), ministère de l'Agriculture et des Forêts, République démocratique populaire du Laos
- Boulom Sayvisene, Faculté d'agriculture, Université nationale du Laos (Nuol), République démocratique populaire du Laos
- Hang Tuah Baharudin, Université Putra Malaysia (UPM), Malaisie
- Kasemsap Poonpipope, Université Kasetsart, Thaïlande
- Kanapol Jutamanee, Université Kasetsart, Thaïlande
- Anamika Kritiyakan, Faculté de technologie vétérinaire (KU Vet Tech), Université Kasetsart, Thaïlande
- The Anh Dao, Académie des sciences agricoles du Vietnam (Vaas), Vietnam
- Thi Ngoc Pham, Institut national de recherche vétérinaire, ministère de l'Agriculture et du Développement rural (NIVR, MARD), Vietnam

Europe

- Elisabeth Claverie de Saint Martin, Cirad, France